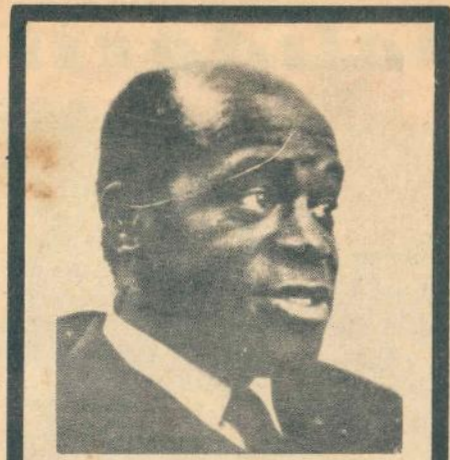
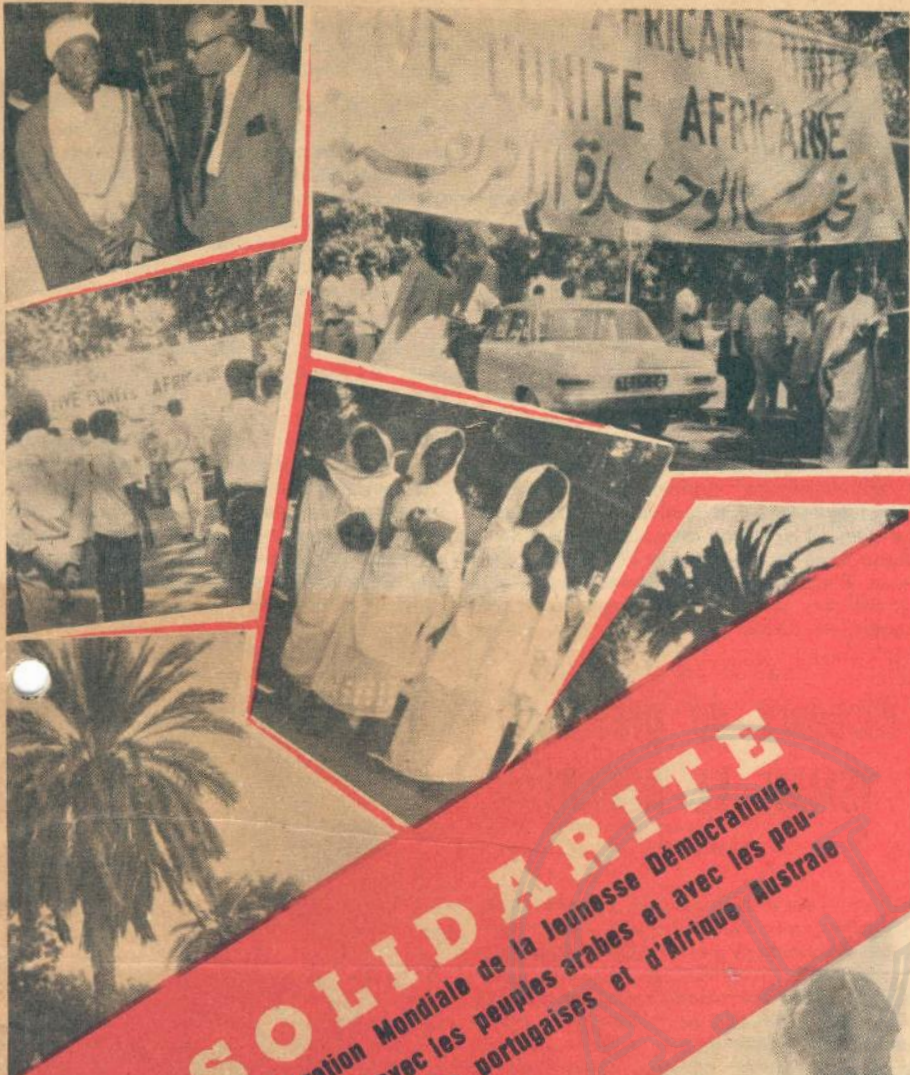


1969.



Le dr. Eduardo C. Mondlane est mort

«Dans la nuit de dimanche à lundi, des auteurs inconnus ont assassiné le dr. Eduardo C. Mondlane, président du FRELIMO – annonçait le 3 février, l'agence Reuter le nouvel attentat à la bombe à retardement, perpétré par la PIDE, contre un éminent combattant de la liberté africain. Notre collaborateur a eu l'occasion d'avoir un long entretien avec le président du FRELIMO pendant la Conférence du Caire (voir à l'intérieur de cette publication).

SOLIDARITE
 La Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique,
 en solidarité avec les peuples arabes et avec les peuples des colonies portugaises et d'Afrique Australe



Solidarité...



Un groupe de jeunes délégués à la Conférence de Khartoum

(Photo de l'auteur)

gramme d'action concret en vue de donner une nouvelle poussée à la solidarité avec les peuples africains en lutte et les peuples arabes victimes de l'agression israélienne.

Les tâches assumées par la FMJD pour la préparation et la célébration du 24 avril, journée internationale de solidarité de la jeunesse avec les peuples et la jeunesse des colonies, sont en voie d'être réalisées. En utilisant ses riches expériences acquises au cours de la Campagne avec le Vietnam, la FMJD sera capable d'augmenter considérablement l'efficacité des actions de la jeunesse du monde en faveur des peuples des colo-

Un mot compréhensible aux quatre coins du monde, un mot qui devient cher à tous ceux qui luttent pour leurs droits légitimes, un mot qui chaque jour mobilise davantage l'opinion publique mondiale, un mot qui se traduit aujourd'hui en manifestations et actions, en soutien politique, moral et même matériel, voilà ce que représente la SOLIDARITE. C'est l'une des plus belles notions de nos jours, qui unit sur une base anti-impérialiste la classe ouvrière des pays socialistes et capitalistes aux côtés des opprimés, de ceux qui souffrent et luttent pour gagner leur liberté. Créée par le sentiment le plus noble de l'humanité, cette notion est devenue une force motrice jamais connue depuis le déclenchement de la sale guerre des impérialistes américains au Vietnam, elle mobilise des dizaines de millions de gens honnêtes des cinq continents pour qu'ils agissent en faveur du peuple vietnamien, héroïque défenseur de son pays et de ses droits.

La jeune génération a considéré, dès le début, dès sa naissance, comme sienne chaque action de solidarité. Faut-il citer le brillant exemple de la Campagne Mondiale d'Action de la Jeunesse pour la Victoire finale du Peuple Vietnamien, la Liberté, l'Indépendance et la Paix? Faut-il mentionner l'enthousiasme indescriptible de la Journée de Solidarité avec le Vietnam, organisée dans le cadre du IXe Festival Mondial de la Jeunesse et des Etudiants?

Fidèle à ses Statuts, à sa mission — raison principale pour laquelle elle fut créée en 1945, — la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique a été et sera toujours la promotrice de la solidarité de notre jeune génération. Toute son histoire le prouve, et ce début d'année en a encore donné deux nouvelles preuves éloquentes: la Conférence Internationale d'Appui aux Peuples des Colonies Portugaises et de l'Afrique Australe à Khartoum, du 18 au 20 janvier, et la Deuxième Conférence Internationale d'Appui aux Peuples Arabes, au Caire, du 25 au 28 janvier.

La FMJD qui a donné sans réserve sa pleine contribution à la préparation politique et matérielle des deux Conférences, y a joué un rôle de première importance. Ce fut à son initiative qu'une rencontre spéciale des délégués de la jeunesse et des étudiants eut lieu dans le cadre de chaque Conférence, ce fut à son initiative que les jeunes délégués établirent un pro-

nies portugaises et de l'Afrique Australe, par une propagande plus concrète, par des manifestations et des actions coordonnées dans tous les continents.

Par la publication de cette édition spéciale et des documents adoptés aux deux Conférences, la FMJD apporte déjà une contribution pour faire mieux connaître, partout dans le monde, les conditions dans lesquelles ces peuples luttent contre l'oppression ou contre les conséquences de l'agression, pour faire mieux connaître leurs besoins urgents.

Tous les jeunes et tous les peuples du monde sont directement intéressés dans la lutte de libération nationale. C'est leur intérêt vital, parce que l'on ne peut souligner avec assez de force le fait incontestable que la lutte de libération nationale, la solidarité avec les combattants des colonies portugaises, des pays de l'Afrique Australe, des pays arabes forment une partie organique de la lutte des peuples du monde entier pour le maintien et le renforcement de la paix, garantie d'un meilleur avenir de la jeunesse.

Discours du président ISMAIL EL AZHARI

(Extraits)

Nous nous réjouissons du fait que votre auguste Assemblée a pour objectif d'envisager les moyens efficaces de nature à seconder les mouvements africains de libération, et à consolider leur unité. Nous nous réjouissons également du choix de la ville de Khartoum qui sert de cadre à cette Conférence. Ce choix constitue, en effet, un indice de votre conviction dans le fait que la République du Soudan est un Etat libéré de l'emprise colonialiste, qui suit une politique progressiste et qui se range aux côtés des promoteurs de la liberté en tout lieu.

Notre pays a traversé une période obscure au cours de laquelle notre peuple a souffert de l'asservissement, de l'oppression et de l'injustice. Grâce à sa résistance et à la lutte sans relâche qu'il a menée, il est parvenu à remporter la victoire, à prendre en mains les rênes du pouvoir et à orienter la politique du pays. Nous sommes conscients du fait que le soutien des forces du bien, de l'extérieur en faveur de la réalisation des aspirations du peuple soudanais, ont eu des répercussions concrètes sur les victoires remportées par notre pays. En effet, nous fondons de grands espoirs en la consolidation, l'encouragement et la coopération de toutes les forces éprises de paix, en lutte contre l'impérialisme, et ce, dans le cadre de notre lutte contre le sous-développement et les complots tramés par les différentes forces du colonialisme.

Nous refusons l'humiliation, le colonialisme et l'oppression en égard aux autres peuples, et nous oeuvrons pour l'instauration de la paix.

Je désire également ajouter que nous n'épargnons aucun effort pour



S.E.M. Ismail El Azhari, président de la République du Soudan

contribuer, dans la limite de nos possibilités, à l'appui moral et matériel fourni aux mouvements de libération dans notre vaste patrie, à savoir le continent africain, en particulier, et dans toutes les autres régions du monde, en général.

Je me fais, en outre, un devoir de rendre hommage à l'initiative prise en vue du transfert de cette Conférence au Caire pour l'examen de la cause du droit arabe usurpé et de l'appui aux peuples arabes dans leur lutte contre les forces odieuses du sionisme et de l'impérialisme.

Je saisis cette occasion pour affirmer que nous ne renoncerons pas à nos droits, et que la lutte que nous menons contre les forces de l'agression sera couronnée de succès, avec l'aide de Dieu. Nous avons foi en la volonté du peuple arabe et sommes, au même titre, confiants en la volonté et la force de tous les peuples du monde.

Une puissante manifestation internationale de la solidarité avec les peuples des colonies portugaises et d'Afrique Australe

Du 18 au 20 janvier, Khartoum, capitale de la République Soudanaise a offert son hospitalité aux délégués de 55 pays et de 12 organisations internationales, réunis dans une Conférence Internationale en vue de soutenir ceux qui luttent afin de débarrasser l'Afrique — une fois pour toutes — des séquelles du colonialisme. Organisée par le Conseil Mondial de la Paix et l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques, cette Conférence a été la plus grande manifestation internationale de ce genre, réunissant toutes les forces désireuses d'affronter le défi lancé à l'Afrique et à l'humanité entière par le colonialisme portugais et les régimes racistes d'Afrique Australe.

La Conférence de Khartoum a confirmé le commencement d'une nouvelle étape historique du progrès sur la voie de la liberté, l'indépendance et de l'unité de l'Afrique, non seulement par suite de sa très large représentativité, mais surtout parce qu'elle a été une magnifique preuve du renforcement de la conscience d'unité, trait essentiel de chacun des six mouvements de libération d'Afrique. La participation — pour la première fois — des dirigeants de ces mouvements de libération à un tel événement, lui donna une autorité particulière, qui se refléta d'ailleurs dans les documents adoptés que dans l'écho mondial de la Conférence, malgré l'absence regrettable des délégations de Guinée, de Tanzanie et de Zambie.

Fidèle à ses traditions, la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique a joué un rôle important aussi bien dans la préparation que dans le bon déroulement de la Conférence de Khartoum. Elle a fait de considérables efforts financiers pour faciliter la présence des délégués de la jeunesse d'autres continents à la Conférence.

Après avoir écouté les rapports présentés par les six mouvements de libération d'Afrique, les délégués ont approuvé à l'unanimité d'importantes résolutions, autant de bases solides au développement de l'action à l'échelle mondiale, dans un moment décisif de la lutte caractérisée par les succès remarquables remportés par les peuples des colonies portugaises et par le début de la lutte armée en Afrique Australe. Ce fut également à l'unanimité que les délégués condamnèrent les régimes racistes et fascistes d'Afrique du Sud, du Portugal, de la Rhodésie du Sud et de la Namibie (Afrique du Sud-Ouest), ainsi que les puissances impérialistes, particulièrement les Etats-Unis, l'Allemagne Fédérale et le Royaume Uni, sans l'aide desquels ces régimes racistes et fascistes ne pourraient survivre longtemps. La Conférence a salué en même temps l'aide désintéressée des pays socialistes et des régimes progressistes d'Afrique. Ce fut avec une force particulière que la Conférence a souligné la complicité de l'OTAN dans l'oppression des peuples des colonies portugaises, et invita les travailleurs et les forces progressistes d'Europe occidentale à combattre cet instrument du néo-colonialisme et de l'oppression colonialiste.



La présidence de la Conférence de Khartoum
(Photo du M. I. d'Inf. Soudan)

«La jeunesse est la promotrice de la lutte de libération et de la solidarité agissante»



L'Université de Khartoum pendant les jours de la Conférence
(Photo de l'auteur)

«Oui, parce que la grande majorité des dirigeants, des activistes et des combattants du Congrès National Africain (ANC) sont des jeunes. Notre jeunesse, les jeunes filles et les femmes y compris, accomplissent un rôle prépondérant dans notre lutte de libération. Partout dans le monde, les organisations progressistes de jeunesse se trouvent aux premiers rangs de chaque manifestation, de chaque action menée en faveur des peuples en lutte pour leur liberté et leur indépendance.»
(Maggie Resha, dirigeante de la section de femmes de l'ANC).

«A notre avis, la meilleure voie que la jeunesse doit suivre pour nous aider d'une façon efficace est celle tracée dans le programme d'action adopté en 1967 au Séminaire de Conakry. La FMJD soutient notre lutte en facilitant le renforcement de nos relations et collaborations directes avec ses organisations membres et amies. Nous avons besoin d'un soutien politique croissant, dans les zones libérées de notre pays il y a un manque sérieux en fournitures scolaires, médicaux, outils et instruments agricoles.» (Amílcar Cabral, secrétaire général du PAIGC).

«Dans le domaine de la propagande — ceci est d'ailleurs valable pour nos frères de l'ANC et de la ZAPU aussi — notre plus grande difficulté consiste dans le fait que nous ne disposons pas des conditions requises pour publier nos journaux et d'autres matériels de propagande en langue française. La FMJD et les organisations nationales de jeunesse nous donneraient une aide politique inappréciable si elles nous facilitaient la propagande dans les pays francophones.» (Sam Nujoma, président de la SWAPO).

La machine à écrire que les représentants de la FMJD viennent de nous remettre comme un don symbolique à notre peuple, est une preuve de plus de la solidarité vivante de la jeunesse du monde. Malheureusement nous n'avons pas la possibilité d'éditer assez de matériels de propagande pour faire mieux connaître la juste cause de notre peuple. Aidez-nous dans ce domaine, en mobilisant les organisations de jeunesse, en organisant des collectes de médicaments et d'autres matériels nécessaires à nos combattants et à la population des zones libérées.» (le dr. Eduardo C. Mondlane, président du FRELIMO).

«La Conférence souligne l'importance du rôle de la jeunesse et des étudiants dans le mouvement de solidarité avec les peuples en lutte des Colonies Portugaises et d'Afrique Australe. Elle se félicite du fait que 38 organisations de jeunesse et d'étudiants aient participé à ses travaux et aient décidé de lancer un appel pour le renforcement de l'action de la jeunesse et des étudiants. Elle salue l'activité déployée par la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique (FMJD), l'Union Internationale des Etudiants (UIE), le Mouvement Pan-Africain de la Jeunesse (MPJ), le Comité International de Solidarité (CIS), pour mobiliser la jeune génération.»

(Résolution de la Conférence Internationale d'Appui aux peuples des Colonies et de l'Afrique Australe).

Un programme d'action pour la jeunesse

«Jeunes du monde! Redoublons d'initiatives! Multiplions les actions de solidarité politique et matérielle! Agissons pour le succès de la Conférence de Khartoum, pour aider les patriotes d'Angola, du Mozambique, de Guinée-Bissao, de Saint Thomé et Principe, de l'Afrique du Sud, du Sud-Ouest Africain et du Zimbabwe! Leur lutte c'est notre lutte, leur victoire sera nôtre» — ce fut avec ces mots qu'en novembre dernier le Bureau de la FMJD s'adressait à la jeunesse démocratique et progressiste du monde entier dans sa Déclaration publiée en vue de contribuer au succès de la Conférence de Khartoum.

Depuis 1956, lorsque la FMJD proclama le 24 avril «Journée Mondiale de la Jeunesse contre le Colonialisme et pour la Co-existence Pacifique», la Fédération n'a jamais cessé de soutenir les mouvements de libération et les patriotes du continent africain, elle n'a cessé de coordonner les activités et actions de soli-



Khartoum — le Palais Présidentiel
(Photo du Min. d'Inf. Soudan)

darité des organisations progressistes de jeunesse des cinq continents. Par ces activités de propagande, ses fonds de solidarité, les actions et manifestations (dont la plus importante a été le Séminaire de Conakry, des 23-25 avril 1967), la FMJD a donné autant de preuves de la solidarité agissante.

La Conférence de Khartoum signifie une nouvelle étape importante dans ces activités de solidarité déployées par les organisations de jeunesse. A l'initiative de la FMJD, représentée par une délégation de sept membres, le 19 janvier, à Khartoum, les délégués de 34 organisations de jeunesse et d'étudiants présents à la Conférence, se sont réunis pour élaborer un programme d'action concret et donner les bases les plus larges possibles pour une collaboration étroite des organisations de jeunesse et d'étudiants — même de celles qui n'étaient pas représentées à Khartoum — en vue d'assurer une efficacité croissante de la solidarité des jeunes avec les mouvements de libération et anti-apartheid d'Afrique. Les expériences de la Campagne Vietnamiennne, lancée par la FMJD, ont pleinement démontré la possibilité d'une large unité d'action de la jeunesse et des étudiants, sans distinction de leurs orientations idéologiques et politiques. Et la base de cette large unité était et sera toujours l'esprit anti-impérialiste, capable d'unir les couches de la jeunesse les plus différentes.

Sur la base de l'analyse sérieuse et détaillée des conditions de la lutte des différents mouvements de libération africains, les délégués de la jeunesse ont réaffirmé leur entière solidarité avec la juste lutte armée que mènent le MPLA, la PAIGC, le FRELIMO, la SWAPO, l'ANC et la ZAPU. La résolution adoptée à cette réunion fait appel à la jeunesse et aux étudiants du monde entier pour qu'ils développent toujours davantage leurs actions de solidarité, et qu'ils condamnent la politique colonialiste du Portugal, les régimes racistes de Rhodésie et de l'Afrique du Sud, les puissances impérialistes, en premier lieu les USA et la Grande-Bretagne, la République Fédérale Allemande, la France et Israël qui tirent un profit de l'exploitation des peuples des colonies portugaises et de l'Afrique Australe. Au nom de la jeunesse et des étudiants progressistes du monde, les jeunes délégués ont exprimé leur solidarité avec le Front Patriotique Portugais qui lutte dans de dures conditions contre le régime fasciste et sa politique colonialiste.

Mais cette réunion des délégués de la jeunesse et des étudiants, représentant les cinq continents, n'a pas seulement été

un forum pour échanger les opinions, pour réaffirmer la solidarité de la jeunesse du monde avec les mouvements de libération africains. La résolution adoptée à l'unanimité à cette réunion a donné un riche programme d'action à la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique, à l'Union Internationale des Etudiants, ainsi qu'à leurs organisations membres et amies. A l'occasion du 24 avril, une semaine d'action de la jeunesse et d'autres actions seront organisées en premier lieu en Afrique et en Europe. En dehors du 24 avril, les journées de solidarité suivantes seront célébrées par la jeunesse progressiste et démocratique du monde:

le 4 février — MPLA (Angola)

le 17 mars — ZAPU (Zimbabwe)

le 26 juin — ANC (Afrique du Sud)

le 3 août — PAIGC (Guinée-Bissao et les Iles du Cap Vert)

le 26 août — SWAPO (Namibie)

le 25 septembre — FRELIMO (Mozambique)

Quant à la FMJD, ces journées formeront l'axe principal de ses activités déployées en faveur des mouvements de libération d'Afrique, en trois directions notamment:

1. la mobilisation de la jeunesse pour la libération des militants de l'ANC, ZAPU et MPLA, emprisonnés au Congo (Kinshasa), et demander la libre circulation des combattants de l'ANC, MP, ZAPU, FRELIMO et SWAPO à travers le Congo (Kinshasa), Botswana, Lesotho et Malawi;

2. une large action d'information et de propagande — à travers des publications spéciales, des films et autres matériels aptes à populariser dans le monde les aspirations, les objectifs et les luttes des patriotes africains;



Les délégations de la FMJD et de l'UIE avec des jeunes Soudanais

(Photo de l'auteur)

3. le développement de la solidarité matérielle, à savoir l'envoi de médicaments, d'instruments chirurgicaux, de vêtements, de fournitures scolaires, d'instruments agricoles, la construction d'une école ou d'un dispensaire dans les zones libérées de Guinée Bissao, Angola, Mozambique, ainsi que l'envoi de spécialistes (médecins, enseignants, etc.) pour faciliter la formation des cadres et pour déployer une campagne de vaccination en masse; pour aider la formation secondaire et professionnelle. La FMJD accordera des bourses d'études à chacun des six mouvements de libération d'Afrique.

Lors de sa réunion du 13 février 1969, le Bureau de la FMJD a entendu le rapport de sa délégation sur la Conférence de Khartoum et a approuvé à l'unanimité ses résolutions, y compris la résolution adoptée par la réunion des représentants de la jeunesse et des étudiants. Tout ce programme d'action pour la jeunesse figurera, en détails, dans le plan de la Fédération pour l'année 1969. C'est dans ce sens que cette publication spéciale a vu le jour et que — dans un proche avenir, avec la collaboration active des six mouvements de libération — une annexe des Nouvelles de la FMJD sera publiée régulièrement, dédiée exclusivement à la lutte des patriotes africains.



Le dr. E.C. Mondlane à la Conférence du Caire

(Photo Abdel Latif, Le Caire)

LA MORT du Dr. EDUARDO MONDLANE président du FRELIMO

Le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) a la douloureuse tâche d'annoncer, avec le plus profond chagrin, la mort de son Président, Dr. Eduardo Mondlane, survenue à la suite d'un barbare attentat à la bombe, perpétré par les ennemis de la liberté du Mozambique et de l'Afrique.

Cet acte criminel des ennemis de notre Révolution constitue un grand coup et une perte irréparable pour notre lutte de libération. Le Dr. Eduardo Mondlane était un combattant de la liberté dévoué, un grand et infatigable leader, un nation-

naliste intelligent et courageux, aimé et respecté par tous les hommes épris de liberté de par le monde.

Sa mort prématurée est une grande perte pour notre lutte et la place qu'il occupait dans nos coeurs et dans le contexte de notre mouvement de libération ne pourra être remplacée qu'au prix de difficultés et de sacrifices innombrables.

Mais notre Révolution ne s'arrêtera pas. Cet assassinat barbare du Président du FRELIMO est une démonstration frap-

pante de nos succès militaires au Mozambique: incapables de surmonter leur défaite au Mozambique, les colonialistes portugais et leurs alliés impérialistes ont établi, depuis longtemps un plan d'assassinats systématiques de leaders du FRELIMO.

Nous avons déjà fait remarquer l'année dernière, lors de notre conférence de presse, tenue après l'assaut de notre siège au cours duquel un membre du Comité Central a trouvé la mort, que c'était là un complot portugais pour assassiner les plus grands leaders du FRELIMO, pour démoraliser notre peuple et démanteler ainsi notre lutte de libération. Ce complot a été démasqué par cette dernière action criminelle et il continue encore.

Mais notre lutte de libération au Mozambique ne s'arrêtera pas. Elle continuera jusqu'à ce que notre Patrie aimée soit complètement libérée de ses usurpateurs étrangers. Avec ou sans assassinats de leaders du FRELIMO, notre lutte ira de l'avant et toujours plus vigoureuse jusqu'à ce que les colonialistes portugais soient expulsés de notre Patrie et le Peuple Mozambicain soit libéré.

Dar-Es-Salaam, le 3 février 1969

INDEPENDENCIA OU MORTE! VENCEREMOS!

Le Comité Central du FRELIMO

Dr. EDUARDO CHIVAMBO MONDLANE

(données biographiques)

Eduardo Chivambo Mondlane est né en juin 1920 dans la province de Gaza, district du Chibuto (aujourd'hui Manjacose), dans le sud du Mozambique, fils de Mme Makungu Muzamusse Bembele Mondlane et de M. Nwadahane Mussengane Mondlane. Ses parents n'avaient eu aucun contact avec la culture occidentale, ils étaient de culture traditionnelle africaine.

La majeure partie de son enfance s'est déroulée à la campagne, où, avec d'autres garçons de son âge, il gardait le troupeau de ses parents. Il a lutté pour avoir une éducation, avec l'aide de missionnaires protestants, dans l'ambiance hostile du colonialisme portugais qui ne permettait pas aux Africains l'accès à une éducation supérieure.

Ainsi, après l'école primaire et deux années d'un cours pratique d'agriculture au Mozambique, il s'est rendu en Afrique du Sud pour y poursuivre des études secondaires. Il a été d'abord à la Hofmeyer School of Social Work à Johannesburg (1948), ensuite à l'Université de Witwatersrand (1949-1950). Expulsé de l'Afrique du Sud par le gouvernement raciste du Dr. Malan, il a réussi à obtenir une bourse d'études du Phelps Stokes Fund de New-York pour fréquenter l'Université de Lisbonne, au Portugal (1950-1951). Dans l'impossibilité de continuer ses études dans la capitale du Portugal fasciste il a obtenu les titres de BA, MA et PhD en Sociologie dans les Universités de Ober-

lin (Ohio) et Northwestern d'Evanston (Illinois), 1951-1956.

Il a ensuite travaillé aux Nations-Unies (1957) auprès de la Commission de Tutelle. En 1961, six mois avant la proclamation de l'indépendance du Tanganyika et

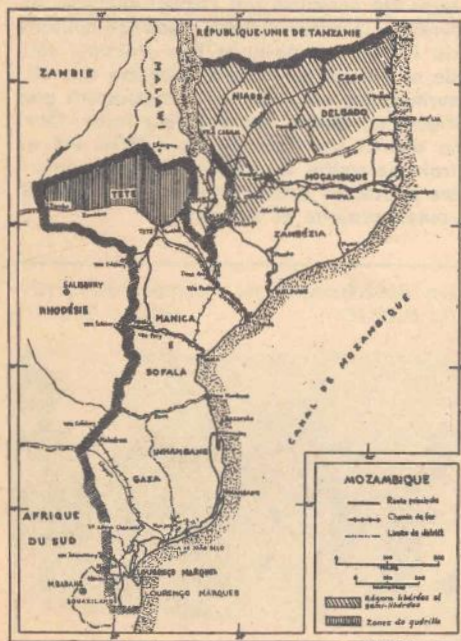
après une courte visite à son pays, il a accepté d'enseigner à l'Université de Syracuse, dans l'Etat de New-York. Pendant ce temps, Eduardo Mondlane a pris contact avec les mouvements politiques mozambicains se trouvant au Tanganyika, et il a réussi à obtenir l'accord de tous, en vue de la tenue d'une conférence unitaire à Dar-Es-Salaam.

Le FRELIMO est né de la fusion de ces mouvements nationalistes réunis au Congrès de juin 1962. Eduardo Mondlane en a été élu Président. Il a démissionné de son poste à l'Université de Syracuse et est retourné en Afrique Orientale, en mars 1963.

Après cela il a consacré tous ses efforts et toute sa vie à la cause de la libération de son pays. Il a dit lui-même: «Bien que j'aime la vie universitaire plus que tout au monde, je suis décidé à consacrer le restant de ma vie à la lutte de libération jusqu'à l'indépendance de mon pays. Puisque le Peuple Mozambicain est prêt à lutter pour sa liberté, il sera libre quels que soient les obstacles que les Portugais et leurs alliés impérialistes dressent sur sa route».

Le Dr. Eduardo Mondlane laisse une veuve, Mme Janet Ray Mondlane et trois enfants, Eduardo Chivambo Mondlane Jr. (12), Jennifer Chude (11) et Nyeleti Brooke (7).

Le Comité Central du FRELIMO



Le MPLA - Mouvement Populaire de Libération d'Angola

L'Angola a une superficie totale de 1.246.700 kilomètres carrés, avec une population de 4.145.266 habitants (la population blanche ne représente que 79.000 habitants). Selon les dernières statistiques, plus de 99 pour cent de la population noire est classée comme «no civilizados» (illettrés) — après 400 ans de «mission civilisatrice» des colonisateurs portugais. Autre conséquence de la domination coloniale: en 1957 il y avait un médecin pour 22.400 habitants et un assistant sanitaire (infirmier ou sage-femme) pour 9.576 habitants (tandis que pour le Portugal les chiffres sont les suivants: un médecin pour 1.500 habitants et un assistant sanitaire pour 1.659 habitants). Dans le domaine des salaires, par suite de la discrimination raciale, un travailleur blanc gagne 7 à 10 fois plus qu'un travailleur noir de la même profession.

Le PAIGC - Parti Africain d'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert

La Guinée Bissao est la plus petite colonie portugaise d'Afrique avec une surface de 36.125 kilomètres carrés et une population de 800.000 habitants, entièrement contrôlée dans le passé par le monopole portugais CUF (Campanhia Uniao Fabricil), qui exploitait toute son agriculture, caractérisée par une quasi-monoculture (arachide). Le Portugal n'a installé son appareil administratif colonial qu'en 1939 en Guinée Bissao, où — entre 1870 et 1936 — il y eut pratiquement un demi-siècle de guerres ininterrompues. Les tentatives de créer une organisation nationale de libération se situent à partir de 1953, époque où la répression s'abattit d'une manière impitoyable sur la Guinée Bissao, par l'exécution secrète de plusieurs patriotes. Après quelques tentatives qui échouèrent, en septembre 1956, lors d'une réunion tenue à Bissao, le PAIGC prit naissance pour organiser et diriger la lutte de libération nationale du peuple de la Guinée Bissao et des Iles du Cap Vert.

Le PAIGC, dirigé par son président Rafael Barbosa (arrêté à Bissao en 1962) et par son secrétaire général, l'agronome Amilcar Cabral, ne commença l'insurrection armée qu'après une sérieuse préparation à l'intérieur du pays. Ce fut ainsi qu'au début de l'année 1963, le PAIGC est passé de l'action directe (sabotages, actions armées) à une vraie guerre de libération nationale, en dépit de la répression portugaise croissante. Malgré le fait que les effectifs de l'armée colonisatrice pas-

Les Portugais commencèrent la colonisation de la côte angolaise en 1482, mais la colonisation totale du pays n'a été consacrée qu'en 1885, par le tristement célèbre Traité de Berlin. Des soulèvements importants ont eu lieu en 1922, puis en 1939. Le mouvement national angolais avait pris naissance en 1923 (Liga Africana). En 1929, deux autres organisations angolaises ont été fondées, puis en 1956 le Mouvement Populaire de Libération d'Angola fut créé sous la direction d'Agostinho Neto, Mario de Andrade et Ilidio Machado. La lutte armée dirigée par le MPLA a éclaté le 4 février 1961 avec le soulèvement de Luanda, qui fut brutalement réprimé par les Portugais. Le lendemain du soulèvement, les colonisateurs portugais massacrèrent plus de 3.000 Africains dans la capitale d'Angola. Les dirigeants du MPLA orga-

sèrent de 4.000 hommes en 1961 à 20.000 hommes en 1963, à la fin de la même année, le PAIGC avait acquis le contrôle d'environ 15 pour cent de la surface du pays.

Actuellement plus de la moitié du territoire de la Guinée Bissao est entièrement libérée. La lutte continue dans les régions de Bissao (Guinée de l'Ouest) et de Gabu (Guinée du Nord-Est). La Guinée Bissao sera peut-être la première colonie portugaise d'Afrique où l'indépendance aura été conquise par l'action militaire intérieure. L'infrastructure politico-militaire du PAIGC est devenue très efficace, solide et puissante, de telle manière que désormais les colonisateurs ne pourront plus l'étouffer, quelle que soit leur force. Dans le district de Cabinda, la PAIGC est en train de mettre sur pied — et avec succès — les structures administratives, en créant le réseau scolaire et sanitaire.

Un détachement de l'armée libératrice du PAIGC



Agostinho Neto, président du MPLA

nisèrent la résistance armée parmi les ouvriers des plantations de Baixa do Cassango (district de Malange). En quelques mois, les féroces représailles portugaises — bombes au napalm de fabricant anglais, villages rasés — ont coûté la vie à près de 50.000 Africains, tandis que 150.000 autres trouvèrent refuge au Congo.

Aujourd'hui, le MPLA mène la lutte armée sur trois fronts principaux dans le Cabinda (Angola du Nord-Ouest), dans la partie Sud Est et dans le district de Luanda et Kwanza-Norte. En résultat de la lutte armée du peuple angolais, de vastes régions ont été libérées.

NOUS VOUS PRÉSENTONS — NOUS VOUS

Le FRELIMO - Front de Libération du Mozambique

Le plus peuplé (7.000.000 d'Africains et 163.000 Blancs et Indiens) et le deuxième en surface (plus de 780.000 kilomètres carrés) des colonies portugaises, le Mozambique possède une riche agriculture (coton, sisal, canne à sucre, thé) et un riche sous-sol (pétrole), il s'est révolté dans les années 1959-1960, mais les organisations nationales créées à cette époque-là n'avaient pas encore de profondes racines à l'intérieur du pays.

Le FRELIMO a été créé le 25 juin 1962 par la fusion de trois mouvements populaires, sous la direction du dr. Eduardo Mondlane (assassiné à Dar-Es-Salaam, le 3 fé-



Marcelino dos Santos, secrétaire du FRELIMO

(Photo MTI)

vrier 1969 par la PIDE), ancien professeur de l'Université de Syracuse (USA), le révérend Uria T. Simanga et M. Marcelino dos Santos. Après une période de sérieuse préparation, la lutte armée du peuple mozambicain a éclaté le 25 septembre 1964. Bien que les colonisateurs portugais aient construit plusieurs bases militaires fortifiées, qu'ils aient augmenté les effectifs de leurs troupes à plus de 40.000 hommes, armés jusqu'aux dents par les arsenaux de l'OTAN, les forces patriotiques remportaient des succès les uns après les autres. Les colonisateurs ont même organisé en octobre 1963 un «corps de volontaires mozambicains», mais après l'échec total de cette tentative, ils ont cherché une aide militaire aux régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie.

Aujourd'hui, malgré toutes les représailles, malgré toutes les tentatives militaires et politiques des colonisateurs, le FRELIMO a libéré la plus grande partie des provinces de Cabo Delgado, Nyassa et Tete, en organisant immédiatement la production, l'enseignement et le réseau sanitaire.

Dans les écoles ouvertes ces dernières années, le nombre des élèves est de plus de 20.000 enfants, pour une population d'environ 800.000 habitants.

La SWAPO - Organisation du Peuple du Sud-Ouest-Africain

Le Sud-Ouest Africain, plus connu dans le continent africain sous le nom de NAMIBIE, est le territoire situé entre l'Angola, la Zambie, Botswana et l'Union Sud-Africaine. Sa surface est de 822.876 kilomètres carrés, avec une population de 554.000 habitants. Les principales richesses du pays sont l'élevage et les importants gisements de diamants, d'or, d'argent, de cuivre, de wolfram et d'autres minerais précieux. Colonisé par l'Allemagne en 1883, le pays fut placé sous protectorat de l'Union Sud-Africaine en 1919.

Le peuple namibien s'est révolté plusieurs fois contre les envahisseurs étrangers. Par exemple de 1904 à 1907, les colonisateurs allemands eurent à faire face aux révoltes continuelles dirigées par les chefs Maharero et Vitbooi; en 1919, le roi Mandune prit la tête d'un soulèvement au Nord du pays contre les Portugais de l'Angola et les Boers d'Afrique du Sud, mais tous ces soulèvements ont été étouffés dans le sang par les colonisateurs.

L'Union Sud-Africaine — qui profite du protectorat pour exploiter sans merci le peuple namibien et les richesses de son pays — imposa à la Namibie la domination d'une minorité blanche et la discrimination raciale avec toutes les conséquences inhumaines de la tristement célèbre loi «Colour Bar», adoptée en 1926.

Le 26 août 1966 est marqué par la date la plus importante de l'histoire pleine de souffrance du peuple namibien. C'est ce jour-là que la SWAPO — l'Organisation du Peuple Sud-Ouest-Africain, — dirigée par son président Sam Nujoma, commença la lutte armée contre les oppresseurs. Le premier objectif de cette lutte fut la libération du pays et de son peuple de la domination sud-africaine, la deuxième fut la formation d'une nation étroitement unie autour de la révolution, en vue de créer une nouvelle société progressiste et démocratique assurant une vie décente et le droit à la liberté pour tous les Namibiens.

Cette fois-ci la lutte du peuple namibien sera conduite à terme, car il ne s'agit plus d'une simple révolte ou d'un soulèvement, mais d'une véritable révolution populaire en liaison avec toutes les autres révolutions et mouvements de libération anti-impérialistes du continent africain.



Robert Resha, secrétaire de l'ANC
(Photo de l'auteur)

L'Union Sud-Africaine occupe un territoire de 1.222.215 kilomètres carrés, habité par une population de 14.218.000 habitants, dont 9.406.000 Noirs et 440.000 Indiens. Les principales richesses du pays sont l'agriculture et l'industrie minière. L'industrie s'est développée sur la base de l'agriculture et des richesses du sous-sol (diamant, or, houille, etc.).

Ces richesses du pays

L'ANC - Congrès National Africain

n'assurent un bien-être qu'à la minorité blanche, parce que dans le pays règne une discrimination raciale digne du fascisme. La constitution de la République Sud-Africaine, proclamée en 1861, exclut tous les hommes de couleur de l'appareil d'Etat. Des lois, telles que la tristement célèbre «Colour Bar», ou «l'acte Bantou», ont privé la population de couleur de tous les droits, même des plus élémentaires. Les gens de couleur ne peuvent élire ceux appelés à gouverner le pays, ni se déplacer librement dans le pays ou en sortir.

Par son budget militaire extrêmement élevé (actuellement 128 millions de livres par an) le régime raciste sud-africain s'efforce non seulement d'opprimer la population de couleur du

pays, mais contribue également au maintien de la domination coloniale des Portugais.

Le Congrès National Africain, créé en janvier 1912 est l'organisation révolutionnaire de la population de couleur. Son programme politique établi dans la Charte de Liberté, se prononce pour une Afrique du Sud sans discrimination raciale, avec une démocratie réelle basée sur l'égalité de tous les hommes.

Jusqu'en 1967, l'ANC a mené sa lutte en utilisant des formes et des méthodes non-violentes. La lutte armée a éclaté en 1967, après une préparation de 7 ans environ, contre les forces conjointes de Smith et Vorster. Les guérillas de l'ANC luttent dans une alliance étroite avec les unités de la ZAPU.

La ZAPU - Union Populaire Africaine du Zimbabwe

Le Zimbabwe — que les émissaires de la politique d'apartheid continuent à appeler aujourd'hui encore la Rhodésie du Sud — a une surface de 386.000 kilomètres carrés et 3.070.000 habitants. Son sol fertile (coton, tabac) et les richesses du sous-sol (or, charbon, amiante, cuivre, plomb, chrome, diamant, etc.) ont toujours éveillé l'avidité des colonisateurs, en premier lieu celle des impérialistes britanniques. Après le refus de la Rhodésie (en 1922) d'entrer dans l'Union Sud-Africaine, les colonisateurs anglais imposèrent, en 1923, à la Rhodésie du Sud un gouvernement à leur service. Après la deuxième guerre mondiale, les mouvements d'indépendance ébranlèrent tout le continent africain. Sous l'effet de ce développement, le peuple du Zimbabwe forma, en 1955, la Ligue de la Jeunesse du Congrès National Africain. Tous les dirigeants furent arrêtés et l'organisation interdite en 1959. Malgré les arrestations, les menaces et les représailles, le premier janvier 1960, le Parti Démocratique National fut formé, exigeant l'établissement d'un pays libre sur la base d'un suffrage universel. Le parti fut interdit le 9 décembre 1961, mais huit jours après, la ZAPU (Union Populaire Africaine du Zimbabwe) était déjà créée. Les mesures arbitraires des autorités n'empêchèrent que la ZAPU poursuive ses activités dans le pays, même dans les durables conditions de l'illégalité. Et quand, en



L'une des innombrables manifestations dirigées contre l'apartheid
(Photo MTI)

novembre 1965, le gouvernement de Jan Smith déclara unilatéralement son indépendance, le peuple du Zimbabwe suivit l'appel de la ZAPU, en répondant par une grève massive et des démonstrations, noyées dans le sang et la violence par le régime de Smith. C'est ainsi que les premiers détachements de la ZAPU prirent les armes contre la dictature illégale de Smith. Au mois d'août 1967, les combattants de la liberté du Zimbabwe commencèrent la lutte armée, en étroite collaboration avec les combattants du Congrès National Africain de l'Afrique du Sud.

Images et visages de Khartoum



Des étudiants soudanais accueillent les délégués de la Conférence de Khartoum
(Photo de l'auteur)



Amilcar Cabral, secrétaire général du PAIGC
(Photo du Min. d'Inf. Soudan)

Un mot d'ordre dans une rue de la capitale soudanaise
(Photo de l'auteur)



Une réunion des représentants de la FMJD à Khartoum
(Photo de l'auteur)



Maggie Resha, dirigeante de la section des femmes de l'ANC
(Photo de l'auteur)



de Caire



Mme Sirimavo Bandaranaike arrivant à l'ouverture de la Conférence du Caire
(Photo Abdel Latif, Le Caire)



La délégation vietnamienne à la réunion plénière
(Photo Abdel Latif, Le Caire)

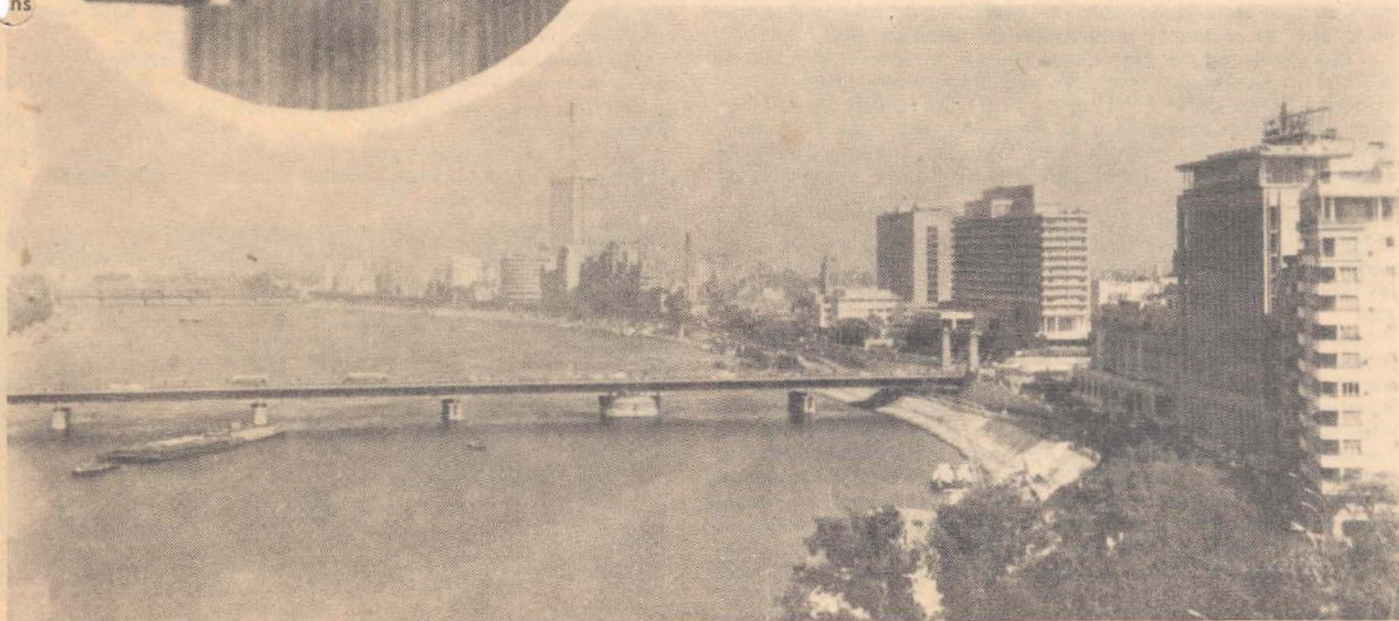
Michel Jouet, secrétaire général de la FMJD et Mouffi Chehab, secrétaire général de l'Union de la Jeunesse Sociale Arabe à la rencontre de jeunes et d'étudiants
(Photo Abdel Latif, Le Caire)



Krishna Menon à la Présidence de la Conférence du Caire
(Photo Abdel Latif, Le Caire)



Le Caire pendant les jours de la Conférence
(Photo de l'auteur)





S.E.M. Gamal Abdel Nasser, président de la RAU

Discours du président Gamal Abdel NASSER

(EXTRAITS)

L'histoire a-t-elle jamais connu, à n'importe quelle époque n'importe quel exemple d'anti-sémitisme ou de persécution des Juifs de la part des Arabes? Ou n'est-il pas vrai qu'au cours de toute leur histoire les Juifs n'ont jamais rencontré tant de tolérance que sur le sol arabe justement? Et de plus, n'étaient-ce pas les Arabes qui, parmi tous les peuples, avaient témoigné la plus grande sympathie envers les Juifs au moment où ceux-ci souffraient par des persécutions du racisme nazi et de ses méthodes?

La question reliée à cela est par conséquent la suivante: Les Arabes doivent-ils subir les conséquences de la persécution des Juifs par les nazis et payer au prix d'un de leurs pays? D'autre part le racisme sioniste doit-il emprunter sa logique et ses méthodes au racisme nazi? Et l'homme doit-il apprendre forcément de ses bourreaux et en devenir une copie encore plus terrible, doit-il répéter leurs idées et leurs actes de façon plus abominable encore?

N'est-il jamais advenu dans le monde que l'agresseur prenne la pose et joue le rôle de la victime de l'agression; ou bien que le promoteur du terrorisme militaire joue le rôle d'une nation éprise de paix dont l'existence est elle-même menacée par l'extinction? Est-ce qu'il y a jamais eu un cas où un pays se soit joué des Nations Unies, de son Conseil de Sécurité, et des principes du droit international, comme l'a fait Israël?

Se peut-il que ceux qui demandent la libération de leur patrie de l'occupation étrangère soient représentés comme ceux qui rejettent la paix et menacent la sta-

bilité de l'ordre international? Nous proclamons notre engagement pour la libération de notre pays; et Israël considère cela comme l'équivalent à une déclaration de guerre. Nous proclamons notre engagement pour la restauration de nos droits; et Israël considère cela comme une agression intolérable de notre part!

Ce qui est le plus dangereux dans cette crise c'est la conspiration d'amorphisme et de déformation qui défigure l'image et renverse ses couleurs véritables; ou, du moins, la conspiration ou le silence tendent à établir une barrière infranchissable qui empêche la pénétration des rayons de lumière.

Le plus nécessaire, pour la cause que vous voulez soutenir maintenant, c'est de révéler le visage de la vérité avec tous ses détails, pour que tous les hommes de bonne volonté de notre monde puissent définir leur position dans ce problème, en toutes connaissances de cause et avec compréhension.



Je vous salue au Caire, lieu que vous avez choisi pour la convocation de votre Conférence invitant au soutien des peuples arabes. Je suis pleinement convaincu que celle-ci sera un soutien moral précieux à une nation engagée à présent dans un combat des plus durs face à une des formes les plus brutales et les plus téméraires du colonialisme.

Je sais, chers Amis, que vous êtes au courant autant que nous des faits concrets de la lutte que mène notre nation arabe. C'est cette connaissance qui vous a conduit ici pour que vous vous teniez à nos côtés, en soutenant notre lutte et en défendant nos droits légitimes.

« Justice... Paix au Moyen-Orient ! »

C'est avec ce mot d'ordre que Le Caire accueillit les délégués de 74 pays et de 15 organisations internationales réunis dans la capitale de la République Arabe Unie à la deuxième Conférence Internationale de Soutien aux Peuples Arabes, qui eut lieu du 25 au 28 janvier 1969. Ce fut cette même noble idée qui domina toutes les séances et les réunions des commissions de travail de la Conférence. Et même quelque chose de plus: la manifestation sans équivoque d'une aspiration à un large dialogue de la part de secteurs considérables de l'opinion arabe.

Bien préparée par les organisateurs - le Conseil Mondial de la Paix, la Conférence Internationale Préparatoire (avec la participation active de la FMJD et de l'UIE), la Conférence eut lieu dans un moment favorable à la discussion, par suite d'un changement considérable apparu dans l'opinion publique mondiale après l'attaque des pirates de Tel-Aviv contre l'aéroport de Beyrouth.

Malgré les différences de conceptions politiques, idéologiques et religieuses, tous les délégués de la Conférence ont été unanimes dans la condamnation d'Israël et des impérialistes qui les protègent, en premier lieu les Etats-Unis et l'Allemagne Fédérale.

Un examen minutieux des faits irréfutables, des études approfondies, un échange d'opinions de plusieurs jours ont abouti à des résolutions bien fondées, dissipant toute équivoque autour de la crise du Moyen-Orient et soulignant que de nos jours, cette crise est la plus grande menace pour la paix du monde. Malgré l'existence d'un certain nombre d'opinions différentes concernant la solution de la crise, la Conférence du Caire a été un succès incontestable à cause de sa très large représentativité, unissant dans la même salle des communistes, socialistes, sociaux-démocrates, démo-chrétiens, radicaux, libéraux, conservateurs, indépendants, religieux et athées. Et le caractère principal de cette Conférence d'une ampleur jamais connue a été le souci permanent de tous les délégués d'aboutir à des solutions acceptables pour tous.

L'importance de la résolution du 22 novembre 1967 du Conseil de Sécurité en tant que meilleur moyen pour la solution de la crise au Moyen-Orient - position bien connue de la FMJD - a été soulignée avec une force particulière. Les représentants du Mouvement de Libération Palestinien, Al Fat'h jouèrent un rôle décisif à la Conférence, donnant autant de preuves de leur grande maturité politique et de leur développement. La Conférence a démontré l'entière légitimité de la résistance palestinienne et a contribué à isoler les agresseurs israéliens. Et ce qui est plus encore, elle a démontré d'une façon irréfutable que la libération des peuples arabes est inextricablement liée à la lutte de libération des peuples africains, à la lutte pour la paix.

La Conférence a élu une commission internationale d'enquête, dans laquelle la jeunesse est représentée par le délégué de Pologne, qui a déjà commencé son activité dans les camps de réfugiés palestiniens.

Un réel débat, une participation active de la jeunesse, des résolutions en faveur d'une solution positive - voilà le bilan de la Conférence du Caire.



Vue de la séance plénière de la Conférence du Caire. (Photo Abdel Latif, Le Caire)

La jeunesse et la crise du MOYEN-ORIENT

Il est généralement connu que la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique a été la première organisation internationale à convoquer quelques jours après l'agression sioniste de 1967 une réunion extraordinaire de son Comité Exécutif pour discuter les moyens de solidarité les plus efficaces avec les peuples victimes de l'agression. Les résolutions adoptées à cette réunion extraordinaire, organisée en juin 1967 à Berlin, reflètent sans équivoque la position de principe de la FMJD, axe principal de toutes les activités déployées par la Fédération depuis l'agression, pour trouver une juste solution politique à la crise du Moyen-Orient et à la situation déplorable des millions de réfugiés palestiniens.

La FMJD condamne l'attitude des dirigeants israéliens qui, d'une part, repoussent les résolutions de l'ONU, en particulier la résolution du Conseil de Sécurité, adoptée à l'unanimité le 22 novembre 1967, et d'autre part foulent aux pieds les droits les plus élémentaires de la population arabe d'Israël et des territoires qu'ils tiennent sous occupation militaire de façon illégale.

La FMJD reconnaît sans réserve le droit du peuple palestinien — droit d'ailleurs généralement reconnu à tous les peuples du monde — d'avoir sa propre patrie, de vivre et travailler librement, sans aucune discrimination sur sa terre natale. C'est sur cette juste base que la FMJD accorde sa solidarité et aide le mouvement de libération nationale palestinien.

C'est cette position de principe qui dominait dans le document adopté au Caire à la rencontre de la jeunesse des 27 et 28 janvier 1969, à laquelle participaient plus de 70 délégués représentant 48 organisations de jeunesse et d'étudiants de 37 pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, ainsi que des organisations internationales, telles que la FMJD, l'UIE, et le Mouvement Panafricain de la Jeunesse.

Sur la base des discussions qui avaient eu lieu à la deuxième Conférence Internationale pour le Soutien aux Peuples Arabes, les jeunes délégués ont déclaré «Qu'ils sont prêts à renforcer la lutte de la jeunesse et des étudiants pour la liquidation des conséquences de l'agression de juin 1967, et en premier lieu pour le retrait des forces israéliennes des territoires occupés, pour la réalisation des légitimes droits nationaux du peuple arabe de Palestine, particulièrement en ce qui concerne son droit à l'autodétermination dans sa propre patrie». Les délégués de la jeunesse rendirent hommage à «l'héroïque lutte de libération du



Un groupe de délégués à la réunion de jeunes et d'étudiants
(Photo Abdel Latif, Le Caire)

peuple palestinien et à sa résistance à l'envahisseur israélien», en saluant ses «grands sacrifices pour la cause de la liberté, de la dignité et de la souveraineté nationale.»

Reflétant le souci permanent de la FMJD pour établir une large collaboration avec les organisations de jeunesse — même avec celles qui n'avaient pas envoyé leurs délégués au Caire —, le document adopté à la réunion de la jeunesse établit des tâches concrètes pour la jeune génération, comme le lancement immédiat d'une large campagne d'information dans tous les pays du monde, en utilisant les divers moyens disponibles: délégation internationale d'enquête de la jeunesse à envoyer dans les zones occupées et dans les camps de réfugiés palestiniens, envoi de délégations de jeunesse et d'étudiants arabes en Europe occidentale, Afrique et Amérique. Il a été décidé d'organiser des collectes de médicaments et d'autres matériels sanitaires pour les victimes de l'agression, d'accorder des bourses aux étudiants palestiniens et à ceux des territoires arabes occupés. Conformément à la décision adoptée au Caire, le 5 juin sera célébré chaque année comme journée de solidarité internationale de la jeunesse et des étudiants du monde avec les peuples arabes. En collaboration étroite avec les organisations de jeunesse et d'étudiants arabes, la FMJD et l'UIE étudient la possibilité de convoquer une conférence internationale de solidarité de jeunesse et d'étudiants avec les peuples arabes.

La FMJD, pour sa part, mettra tout en oeuvre pour que cette solidarité agissante devienne de plus en plus efficace, fermement convaincue qu'elle apportera ainsi une concrète contribution à la liquidation de l'occupation israélienne et de ses séquelles et à la lutte contre les complots impérialistes au Moyen-Orient.

Rencontre avec la GUPS

Après la Conférence du Caire, un groupe de délégués de la FMJD — comprenant les représentants de Bulgarie, Chili, Colombie, Irak, Sierra Leone et un représentant du Département de Presse et d'Information de la Fédération — a pris part à une rencontre avec Mohammad Subeyh Zeidan, président de l'Union Générale des Etudiants Palestiniens. L'entretien était caractérisé par la même franchise qui régnait lors de la rencontre de jeunesse et d'étudiants, organisée dans le cadre de la Conférence.

Mohammad Subeyh Zeidan a informé les représentants de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique sur le prochain Congrès de son organisation qui aura lieu dans la capitale de la Jordanie, et a invité, par la même occasion, une dé-

légation représentative de la FMJD à participer à ce Congrès, dont la date sera établie dans un proche avenir.

Après un événement d'une aussi grande envergure que la Conférence du Caire, il était évident que la conversation soit axée sur les problèmes centraux du Moyen Orient, en premier lieu sur les problèmes centraux du Moyen-Orient, en premier lieu ont réitéré la position bien connue de la FMJD, à savoir qu'elle soutient le droit à l'autodétermination du peuple palestinien dans sa patrie. Au nom de son organisation, Mohammad Subeyh Zeidan a défini l'objectif de la lutte de son peuple: la création d'une Palestine démocratique, où musulmans, juifs et chrétiens vivront en paix et en bonne entente. Répondant à une question de la délégation, le président de la GUPS a précisé que les combattants palestiniens étaient disposés à collaborer avec les forces progressistes israéliennes.

«A l'intérieur des frontières d'Israël une telle collaboration serait dangereuse, — dit-il — pour ces forces progressistes mêmes. Il faut souligner que dans les territoires occupés une telle collaboration est non seulement possible, mais c'est une réalité vivante.»

La Conférence du Caire a prouvé que l'unité et la volonté de collaboration, ainsi que l'esprit de solidarité sont également une réalité vivante de l'opinion publique mondiale progressiste qui commence à mieux comprendre tout le problème du Moyen-Orient, y compris la douloureuse question palestinienne. Et c'est le résultat le plus positif de cette Conférence.



Des délégués de la FMJD avec le président de la GUPS

(Photo de l'auteur)

"Que la jeunesse nous aide encore davantage..."

(Entretien avec le Dr. Eduardo C. Mondlane)

Un homme de haute taille, aux mouvements énergiques monte sur la tribune de la Conférence de Khartoum pour transmettre aux délégués le message du peuple de Mozambique, en lutte contre les colonialistes portugais depuis le 25 septembre 1964. Avec contenance, sans la moindre emphase, l'orateur énumère les arguments, les faits cruels qui ont amené le peuple mozambicain à former le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) et à avoir recours aux armes en vue de conquérir sa liberté et son indépendance. Le dr. Eduardo Mondlane, professeur d'anthropologie et président du FRELIMO arrache la voile de la «mission civilisatrice» de cinq siècles des colonisateurs portugais, dont le «résultat» a été l'exploitation et l'oppression inhumaines de la population, des conditions d'esclavage, un taux d'analphabétisme de 95 pour cent. Dans les environs de Cabora Bassa, c'est la PIDE, digne héritière portugaise de la GESTAPO hitlérienne, qui est le maître, mais les provinces de Cabo Delgado, Nyassa et Tete, avec une population de plus de 800.000 habitants, sont déjà presque entièrement libérées.

Et sur un ton modeste, l'orateur commence à relater d'autres faits illustrant d'une façon éloquente l'une des conquêtes les plus belles du peuple du Mozambique: dans les zones libérées, le FRELIMO a ouvert 120 écoles, avec plus de 15.000 élèves. Les sommaires paroles du dr. Mondlane révèlent l'énergie inépuisable d'un peuple qui a pris conscience de lui-même, qui, dans les conditions extrêmement dures d'une lutte à la vie et à la mort est capable de donner le savoir à ses fils et d'organiser la production. En 1967, les coopératives agricoles ont satisfait non seulement les besoins en vivres de la population et de son armée, mais ont assuré des quantités considérables de produits agricoles, même pour les exportations. Et tout cela dans un pays où il fallait combler un retard de cinq siècles, où il fallait guérir les plaies sanglantes d'une colonisation d'un demi-millénaire.

Le discours de l'orateur reflète l'image d'une lutte acharnée, d'un travail dur, menés à prix d'efforts surhumains, mais l'orateur est optimiste. Il voit clairement que les succès ultérieurs et la victoire définitive de son peuple dépendent de trois conditions fondamentales:

1. l'unité et la détermination du peuple

du Mozambique (l'élargissement rapide des territoires libérés en sont la preuve),

2. l'accroissement de l'aide de ses amis (dont la garantie est l'existence du camp socialiste et le soutien de plusieurs pays africains),

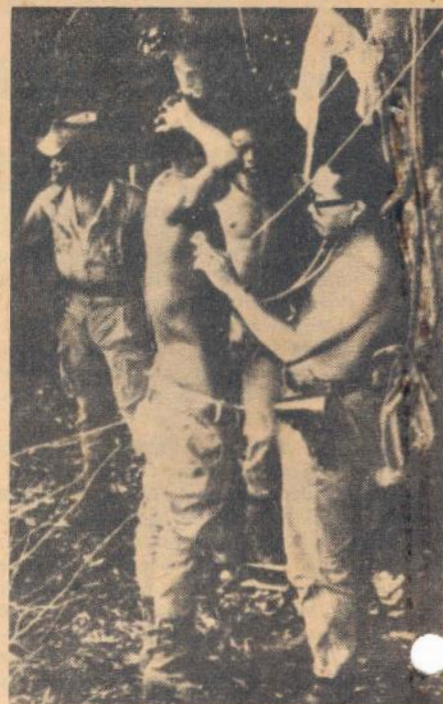
3. le développement de la situation internationale.

La troisième condition dépend — dans une considérable mesure — de l'opinion publique progressiste du monde. Et c'est à cette opinion publique mondiale que le dr. Mondlane s'adresse quand il énonce une vérité irréfutable: «Aucune nation éprise de liberté ne peut être réellement libre tant que les autres nations ne conquièrent leur liberté. L'impérialisme est une menace pour toutes les nations, qu'elles soient grandes ou petites».

Modestie, argumentation calme et objective, une énergie inépuisable, des efforts inlassables en vue de créer l'unité de toutes les forces progressistes — c'est ainsi qu'on pourrait caractériser le président du FRELIMO. C'est ainsi que tous les participants des Conférences de Khartoum et du Caire l'avaient connu. Il a trouvé du temps pour chaque délégation, quelle qu'elle soit, à l'exception des représentants de la presse.

«Malheureusement j'ai appris à haïr le mot «interview» — m'a-t-il dit au cours des journées de la Conférence du Caire. — J'ai beaucoup de mauvaises expériences. Si je pouvais le faire, je parlerais avec plaisir à tous les lecteurs des journaux, parce que mes interlocuteurs ne détourneraient pas mes propos. Ce n'est pas une question d'amour-propre, mais quand je parle c'est au nom de mon peuple tout entier, dans l'intérêt de mon peuple. Je n'aime pas les gens qui cherchent à tout prix des sensations dans mes déclarations, dans les souffrances de mon peuple. Parce que les sensations, ce n'est pas ce dont nous avons besoin, c'est l'aide croissante qui est pour nous d'une nécessité vitale. L'aide désintéressée de tous nos amis sincères».

Cette aide est vraiment très urgente et plus que nécessaire. Dans les zones libérées il y a peu de médecins, peu de spécialistes pour l'agriculture, le matériel scolaire manque dans les écoles, il y a aussi des difficultés dans le domaine de l'information des peuples du monde sur la lutte, la juste cause du peuple du Mozambique.



Un médecin parmi les combattants
(Photo MTI)

«La jeunesse progressiste peut beaucoup nous aider — souligne le dr. Mondlane. C'est la jeunesse qui forme nos meilleurs détachements de lutte, c'est la jeunesse qui montre l'exemple dans notre oeuvre de reconstruction. C'est pour cette raison que j'aime la jeunesse, pas seulement en tant que pédagogue, mais aussi en tant qu'homme politique. Le peuple du Mozambique compte sur l'élan révolutionnaire, sur la volonté d'aider de la jeunesse démocratique et progressiste du monde. Qu'elle nous aide encore davantage, qu'elle nous aide à convaincre tous les honnêtes gens du monde de la justesse de notre cause, à convaincre même les gens qui abhorrent toutes les formes de la lutte armée, qui ne comprennent pas encore que les armes ne peuvent pas être uniquement un moyen d'oppression, mais aussi un moyen de libération».

La jeunesse démocratique et progressiste du monde rend hommage à la mémoire du dr. Eduardo C. Mondlane, victime des agents de la PIDE, elle renforce chaque jour davantage son soutien à la cause pour laquelle le président du FRELIMO a consacré toute son énergie, toutes ses capacités et même ce qui est le plus cher à l'homme — sa vie.

István Schütz



Une école dans une zone libérée du Mozambique
(Photo MTI)

Publiée par la Fédération Mondiale
de la Jeunesse Démocratique

Rédaction: Budapest 62. P.O.B. 147

Tél.: 128-640

Adresse télégr.: DIVSZ Budapest